

C'est un internationalisme qui nécessite des alliances en tout lieu : avec les journalier·ères qui ramassent les fraises, les femmes marocaines qui font les récoltes en Andalousie, les syndicats et les collectifs militants de villes petites ou grandes¹; entre les femmes licenciées des usines textiles et les étudiant·es se battant contre la baisse des budgets, entre les femmes indigènes en première ligne de la révolte et celles qui font vivre les communautés dans les quartiers et les banlieues. Ainsi, ce qui caractérise le mouvement féministe, c'est sa capacité à s'ancrer dans des luttes concrètes et à produire des liens qui partent de ces conflits spécifiques.

C'est un véritable internationalisme, car il défit les bornes des États-nations, la notion abstraite de classe (avec des « intérêts » communs défendus *a priori*) ou de peuple (qui amalgame un affect national homogène).

Nous parlons d'un internationalisme déjà à l'oeuvre. Rien à remettre aux lendemains, pas d'étape à construire, plus tard. Nous avons prouvé que cet internationalisme existait réellement au moment où nous avons lancé la troisième grève internationale en 2019; organisée partout, avec des actions régionales, globales et plurinationales. Cela signifie aussi que le sens véritable de cet internationalisme est dynamique, et désormais intriqué à la question plurinationale – une revendication de plusieurs mouvements Indigènes en Amérique latine qui vise à dépasser le cadre de l'Etat-nation colonial et à obtenir la reconnaissance des multiples nations comprises dans chaque territoire.

La dimension internationaliste est aussi une méthode. Qui est apparue clairement avec la rencontre « plurinationale » des femmes, lesbiennes, trans, travestis et personnes queers dans la ville de Trelew en Patagonie, en 2018. Rencontre où se sont retrouvées des luttes contre les méga-mines ou les autres entreprises extractivistes qui exproprient les terres communautaires en Argentine, et tout un panel de luttes régionales ; contre la militarisation des favelas au Brésil et la répression au Nicaragua, contre les usurpations de terre par les compagnies transnationales se servant des agrotoxines,

contre l'assaut moralisateur de l'Église contre nos vies ou contre l'appauvrissement généralisé engendré par les mesures d'austérité. La perspective féministe transfrontalière implique donc une analyse de la contre-offensive – un ensemble de réponses réactionnaires à la révolte féministe de masse – qui complexifie et excède le cadre de l'Etat-nation, car elle se focalise sur les institutions internationales, comme le Vatican et les conglomérats médiatiques, sur certaines entreprises transnationales qui concluent des accords de libre-échange, sur l'avancée du trafic de drogue, la militarisation étatique et para-étatique, ou les Women 20 (W20), un groupe thématique du G20 qui cherche à inscrire la question des femmes dans un cadre néolibéral.

Comment l'internationalisme se traduit-il dans le mouvement féministe ? Sans passer les luttes au tamis abs-tract d'un programme féministe commun qui leur ferait perdre leur spécificité, la dimension internationaliste accouche d'un programme fondé sur ces singularités. Elle n'est garantie par aucune structure hiérarchique imposée d'en haut. L'internationalisme que nous pratiquons est une qualité immanente aux luttes : il les enrichit, les complexifie, sans les priver de leur ancrage dans des situations concrètes, il les rend plus cosmopolites, sans payer le prix de l'abstraction. Notre imaginaire politique s'en trouve élargi, une ubiquité pratique se forme ; et ce sentiment nous pousse à crier : « Nous sommes partout ».

L'ubiquité du mouvement fait véritablement sa force. Cette ubiquité impulse dans chaque espace singulier une dynamique organisationnelle qui a des répercussions sur d'autres endroits, à une échelle allant de petites réunions à cinq jusqu'à des manifestations de masse, d'assemblées de quartier avec une fréquentation variable à des collectifs temporaires qui se retrouvent sur des actions spécifiques. Désormais lié à *plurinational, international* devient un adjectif; celui-ci ne décrit pas un état, mais plutôt la rencontre des luttes. Ainsi, cette rencontre n'est pas une « intégration » progressiste de revendications mais une dynamique qui s'amplifie avec l'organisation de grèves internationales ; il ne s'agit ni d'une addition de luttes distinctes, d'une longue liste d'identités disparates, ni d'un geste purement rhétorique, nous parlons au contraire

¹ Pastora Filigrana, « Anti-Racist Feminism or Barbarism : Moroccan Women Seasonal Strawberry Workers », *South Atlantic Quarterly* 119/3, juil. 2020.

C'est un internationalisme qui nécessite des alliances en tout lieu : avec les journalier·ères qui ramassent les fraises, les femmes marocaines qui sont les récoltes en Andalousie, les syndicats et les collectifs militants de villes petites ou grandes¹; entre les femmes licenciées des usines textiles et les étudiant·es se battant contre la baisse des budgets, entre les femmes indigènes en première ligne de la révolte et celles qui sont vivre les communautés dans les quartiers et les banlieues. Ainsi, ce qui caractérise le mouvement féministe, c'est sa capacité à s'ancrer dans des luttes concrètes et à produire des liens qui partent de ces conflits spécifiques.

C'est un véritable internationalisme, car il défit les bornes des États-nations, la notion abstraite de classe (avec des « intérêts » communs défendus *a priori*) ou de peuple (qui amalgame un affect national homogène).

Nous parlons d'un internationalisme déjà à l'oeuvre. Rien à remettre aux lendemains, pas d'étape à construire, plus tard. Nous avons prouvé que cet internationalisme existait réellement au moment où nous avons lancé la troisième grève internationale en 2019 : organisée partout, avec des actions régionales, globales et plurinationales. Cela signifie aussi que le sens véritable de cet internationalisme est dynamique, et désormais intriqué à la question plurinationale – une revendication de plusieurs mouvements Indigènes en Amérique latine qui vise à dépasser le cadre de l'État-nation colonial et à obtenir la reconnaissance des multiples nations comprises dans chaque territoire.

La dimension internationaliste est aussi une méthode. Qui est apparue clairement avec la rencontre « plurinationale » des femmes, lesbiennes, trans, travestis et personnes queers dans la ville de Trelew en Patagonie, en 2018. Rencontre où se sont retrouvées des luttes contre les mégamines ou les autres entreprises extractivistes qui exproprient les terres communautaires en Argentine, et tout un panel de luttes régionales : contre la militarisation des favelas au Brésil et la répression au Nicaragua, contre les usurpations de terre par les compagnies transnationales se servant des agrotoxines,

contre l'assaut moralisateur de l'Église contre nos vies ou contre l'appauvrissement généralisé engendré par les mesures d'austérité. La perspective féministe transfrontalière implique donc une analyse de la contre-offensive – un ensemble de réponses réactionnaires à la révolte féministe de masse – qui complexifie et excède le cadre de l'État-nation, car elle se focalise sur les institutions internationales, comme le Vatican et les conglomérats médiatiques, sur certaines entreprises transnationales qui concluent des accords de libre-échange, sur l'avancée du trafic de drogue, la militarisation étatique et para-étatique, ou les Women 20 (W20), un groupe thématique du G20 qui cherche à inscrire la question des femmes dans un cadre néolibéral.

Comment l'internationalisme se traduit-il dans le mouvement féministe ? Sans passer les luttes au tamis absurdiste d'un programme féministe commun qui leur ferait perdre leur spécificité, la dimension internationaliste accouche d'un programme fondé sur ces singularités. Elle n'est garantie par aucune structure hiérarchique imposée d'en haut. L'internationalisme que nous pratiquons est une qualité immanente aux luttes : il les enrichit, les complexifie, sans les priver de leur ancrage dans des situations concrètes, il les rend plus cosmopolites, sans payer le prix de l'abstraction. Notre imaginaire politique s'en trouve élargi, une ubiquité pratique se forme ; et ce sentiment nous pousse à crier : « Nous sommes partout ».

L'ubiquité du mouvement fait véritablement sa force. Cette ubiquité impulse dans chaque espace singulier une dynamique organisationnelle qui a des répercussions sur d'autres endroits, à une échelle allant de petites réunions à cinq jusqu'à des manifestations de masse, d'assemblées de quartier avec une fréquentation variable à des collectifs temporaires qui se retrouvent sur des actions spécifiques. Désormais lié à *plurinational, international* devient un adjectif : celui-ci ne décrit pas un état, mais plutôt la rencontre des luttes. Ainsi, cette rencontre n'est pas une « intégration » progressiste de revendications mais une dynamique qui s'amplifie avec l'organisation de grèves internationales ; il ne s'agit ni d'une addition de luttes distinctes, d'une longue liste d'identités disparates, ni d'un geste purement rhétorique, nous parlons au contraire

¹ Pastora Filigrana, « Anti-Racist Feminism or Barbarism : Moroccan Women Seasonal Strawberry Workers », *South Atlantic Quarterly* 119/3, juil. 2020.

d'une constellation de luttes qui donnent de la puissance à chaque conflit, d'un tissage qui les amplifie et leur donne une forme nouvelle.

En ce sens, l'organisation de la grève a fait valoir une politique de l'espace, sans tomber dans le « localisme ». Le mouvement s'amplifie grâce à des liens denses avec divers conflits et expériences et utilise la grève comme occasion de tenir des réunions dans des endroits et des quartiers ou avec des personnes souvent extérieures aux cercles militants. C'est un internationalisme construit à partir des territoires en lutte. Ce qui permet à cet internationalisme, j'insiste, de développer une dimension plurinationale comme élément-clé d'une politique antiraciste et anticoloniale. Considéré du point de vue de la marche du 8 mars, on dirait un internationalisme intermittent. Cependant, dans la mesure où il ne se limite pas à cette date, il continue faire vivre de multiples liens. L'effet, comme le retrace Raquel Gutiérrez Aguirar, est « une réverbération synchronique », un « effet sismique¹ ». Nous avons senti la terre trembler. Ainsi, la grève en 2020 est féministe, internationale et plurinationale ; les dénominations, les spatialités et les lieux ainsi réunis donnent à cette ubiquité un contenu, une composition réellement hétérogène et commune. L'internationalisme féministe actuel ne possède pas de structure ; il a des corps et des corps-territoires engagés dans des conflits concrets, qui se déploient sur un terrain différentiel.

LES TERRITOIRES DE L'INTERNATIONALISME

Quels sont les territoires de l'internationalisme ? Je voudrais insister sur trois d'entre eux et montrer que leur dimension transnationale est un élément nouveau qui a été révélé par les luttes féministes.

Considérons d'abord les territoires domestiques. Alors que cette sphère était historiquement limitée aux quatre murs de la maison, il s'agit, aujourd'hui, d'espaces de transnationalisme pratique, où s'assemblent les chaînes globales du care, où se négocie le travail reproductif et où

les coûts de l'austérité se font sentir de façon moins brutale. La « scène » domestique devient un territoire d'internationalisme forcé¹. Ce dernier s'explique en partie par la composition sociale des travailleuses domestiques, qui sont très souvent des migrantes, et se servent de leur expérience transnationale pour forger des réseaux et des alliances qui donnent à l'internationalisme une force de frappe, de dénonciation et de connexion. Par exemple, les camarades du collectif Territorio Doméstico, des travailleuses domestiques migrantes de Madrid, expliquent qu'elles ont lancé un « défilé international », comme performance et outil d'intervention public. Dans ces interventions-performance, elles se sont déguisées pour représenter des figures comme « la migrantة transnationale », « la sans-papiers », et « la pieuvre » (les femmes qui ont besoin de huit mains pour faire tout ce qu'elles ont à faire). Ainsi, elles mettent en lumière les conditions d'existence qui pèsent sur le corps des « pouپées » internationales qui font le ménage dans les hôtels, s'occupent des enfants, et vivent dans la précarité, sans statut de résidence légale, tout en assurant un travail de care à la fois dans leur pays d'origine, à distance, et dans les maisons où elles travaillent et en s'organisant avec d'autres femmes pour arracher des logements².

En prenant cet internationalisme forcé comme point de départ pour analyser leur propre situation concrète, elles se proposent « de travailler à la rencontre » d'autres camarades qui, en retour, participent d'un internationalisme pratique. Nous avons vu la même chose se produire en Argentine, avec le dépôt de plainte des travailleuses domestiques des *gated communities* du quartier Nordelta. On disait à ces femmes qu'elles sentaient mauvais, qu'elles parlaient trop. On leur interdisait de voyager avec leur patron ou leur propriétaire, qui refusait de partager leur place dans les mini-bus qui font le tour des *gated communities*, alors que c'était leur seul moyen de transport pour se rendre sur leur lieu de

1. Utilise cette image dans *Économies populaires et luttes féministes* pour parler de la composition multinationale de la population d'un bidonville de Buenos Aires. Avec un sens légèrement différent, je me réfère ici à « l'intérieur » qui cesse d'exister en tant que tel.

2. Pour plus de détails sur Territorio Doméstico, voir Susana Draper et Rafaela Pimental, « Making the Network That Sustains Us Visible », *Viewpoint Magazine*, 6 fév. 2020, viewpointmag.com.

travail. On voulait bien, pourtant, que ces travailleuses fassent le ménage pour des salaires de misère et subissent sans broncher les agressions. Mais, comme les camarades de Territorio Doméstico, ces femmes ont refusé de garder le silence. Elles sont intervenues énergiquement dans l'assemblée féministe, en insistant pour que leur situation soit prise en compte dans l'appel à la grève et dans son organisation. Cette révolte domestique démontre l'articulation du racisme, du classisme et du patriarcat, et a donné lieu à une plainte en justice et à une mobilisation publique. Ainsi, l'Internationale féministe apparaît, aujourd'hui, dans les lieux considérés historiquement comme les plus reclus et les plus confinés, il se soulève dans les territoires domestiques en révolte.

Deuxièmement, considérons les territoires indigènes et communautaires. Longtemps propriétés et considérés comme des économies fermées ou « d'arrière-garde », ce sont désormais des espaces d'alliances sans frontière, d'expression communautaire, d'opposition aux mégaprojets extractivistes et aux nouveaux propriétaires terriens liés à l'agro-industrie. Un diagramme mondial des dynamiques extractives du capital apparaît grâce à ces luttes qui se nourrissent des alliances, mouvements et réseaux en révolte contre cette avancée néolibérale. Ainsi, ces conflits revendentiquent des ressources (de la terre et l'eau à des connaissances médicales) comme bien commun, tout en faisant vivre les mémoires anti-coloniales de l'internationalisme. Ainsi, ce féminisme indigène et communautaire reprend des pratiques antiracistes et anticoloniales, leur donne une composante concrète, un élément pratique qui structure le conflit.

Troisièmement, revenons aux territoires de la précarisation : allant des économies populaires aux travailleuses migrantes des plateformes. Longtemps considérés comme des secteurs « non organisés », ce sont aujourd'hui des lieux d'expérimentation alimentés par de nouvelles dynamiques syndicales, des campements et des occupations d'ateliers ou d'usines. Sur des plateformes en lignes, des revendications créatives et des dénonciations évoquent le continuum entre agressions sexuelles, discrimination contre les migrantes et exploitation. Aux États-Unis, des serveuses – surtout des migrantes ou des filles de migrants – expliquent que les pourboires représentent une grande part du salaire et racontent que le

harcèlement sexuel est souvent considéré comme une condition *sine qua non* pour toucher de bons pourboires – et donc comme une part nécessaire du salaire. Les femmes qui font le ménage dans les hôtels et les bureaux de nuit se sont aussi organisées pour dénoncer les viols qu'elles subissent, alors que leur statut de migrantes illégales risque d'être dénoncé aux autorités.

En Argentine, le syndicalisme a été réinventé sur certains lieux de travail directement reliés au capitalisme de plateforme globalisé et à ses formes d'extractivisme financier. Parmi ces structures nouvelles, on compte l'Union des travailleurs de l'Économie populaire (UTEP¹), ainsi que l'Association du personnel des plateformes (APP), le premier syndicat dans la région qui réunit des ouvriers du transport numérique et des plateformes de livraison comme Uber, Glovo ou Rappi. Ces emplois, dépourvus de tout encadrement légal, sont les plus exploités par la structure mondiale, condensée désormais en algorithmes. Ils démontrent aussi la brutalité de la valorisation apparemment « immatérielle ».

Ces trois territoires que nous venons de présenter sont reliés de bien des façons. Ce ne sont ni des comportements étanches ni des espaces déconnectés. Les relier – au moyen de revendications élargies, de langages nouveaux et d'un entrelacs territorial – implique que chaque espace amplifie sa façon de formuler les problèmes, les réclamations et les conflits et élabore des stratégies, des alliances, des manières d'accumuler une force en commun. Savoir que nous sommes relié·es par des analyses et des hypothèses partagées, tisser les inventions et les résistances d'ici et d'ailleurs, donne naissance à cette « géographie aquatique » de la grève (pour citer à nouveau Rosa Luxembourg), faite de rythmes, d'affluents, de vitesse et de flux.

NOUS SOMMES PARTOUT

Je veux insister sur deux aspects corrélés à la forme internationale. Tout d'abord, une capacité d'analyse qui crée, à partir de la reprise collective d'un mot d'ordre

¹ L'UTEP, un syndicat qui comprend la Confédération des Travailleurs·ses de l'économie populaire (CTEP) et d'autres organisations représentant les secteurs de l'économie populaire, a été lancé fin 2019.

politique et multi-scalaire, de nouveaux paramètres de pensée pour visibiliser et rendre sensibles plusieurs formes d'oppression. Ensuite, la faculté remarquable de produire de l'ubiquité sans homogénéité. Ainsi, le mouvement féministe a inventé une manière d'être partout, sans avoir besoin de s'unifier sous un socle idéologique ou les ordres d'une quelconque autorité.

Ces deux caractéristiques ouvrent des questions classiques: quel type d'accumulation de forces cet internationalisme accomplit-il ? Comment cette force se traduit-elle ? Quel horizon organisationnel ouvre-t-elle ? Il serait sans doute utile de bousculer l'idée d'une accumulation linéaire de forces, sans retomber dans une conception purement spontanéiste ou une logique immédiatiste des événements. Expansion et complexification caractérisent le programme féministe en construction.

L'internationalisme contemporain n'exprime aucun attachement à des structures représentatives mais une force située ancrée dans les luttes et dotée d'une incroyable capacité à résonner ailleurs. Sa puissance nouvelle se situe là, dans cette présence concrète qui innervé chaque conflit. Contrairement à un processus d'universalisation, qui transforme des situations concrètes en situations abstractes pour les classer selon des paramètres homogènes et reconnus, la capacité de ce plan international se donne comme extension de l'horizon des connexions possibles et comme force immédiate dans des luttes concrètes. Ainsi, cet internationalisme féministe que nous déployons possède un corps avant d'avoir d'une structure. Ce corps, vécu comme corps collectif, permet de générer cette ubiquité par des connexions, sans recourir à des synthèses unitaires.

Ubiquité: la capacité à être dans plusieurs lieux à la fois. Dans les semaines qui ont précédé la grève, des camarades espagnols ont formé un « plan de route », avec des dizaines d'actions dans le pays qui éclairaient les « mille » raisons de se mettre en grève, des assemblées et des événements massifs et qui culminait dans une « opération-escargot » dans le métro de Madrid, inspirée de celle de Buenos Aires en 2018. Pendant ce temps-là, des manifestations Ni Una Menos avaient lieu à Mexico. Des milliers de femmes, de lesbiennes, trans, travestis et personnes queers dénonçaient les féminicides comme

crime d'État, ainsi que des menaces de kidnapping qui s'étaient produites dans le métro, auxquelles l'État ne répondait qu'en envoyant plus de policiers. C'est aussi à Mexico que nous avons vu une longue série de manifestations et de grèves menées par les ouvrières des maquilas de Tamaulipas. Dans le Sud du pays, les femmes zapatistes ont envoyé une lettre qui expliquait qu'elles ne pourraient pas tenir leur Encuentro de Mujeres que Luchan sur leur territoire le 8 mars 2019, à cause de la pression des militaires qui appuient les méga-projets touristiques ou extracitivistes du nouveau gouvernement. Cette scène en trois actes résume le scénario initié par l'horizon organisationnel de la grève internationale: tisser un entrelacs de luttes et affirmer, sur cette base, que précarisation et agression au travail sont inseparables des féminicides et de l'exploitation des territoires par les entreprises multinationales.

Au même moment, en Italie, des camarades de Non Una di Meno lançaient le compte à rebours de la grève féministe internationale, avec une série d'affiches où des saynètes représentaient les raisons de faire grève : les patrons abuseurs, les ex-maris qui ne payaient pas leur pension alimentaire, l'État social utilisé pour gérer la pauvreté au lieu d'encourager l'autodétermination.

La mobilisation et la coordination du 8 mars ont continué de grandir au Chili, avec d'extraordinaires mobilisations pour une éducation non sexiste en mai 2019 et un Encuentro plurinacional de mujeres que luchan (Rencontre plurinationale des femmes en lutte) très suivi en décembre 2018, ainsi qu'une autre rencontre pendant le soulèvement de janvier 2020. Les participantes ont aussi lancé une opération dans le métro, renommant chaque station avec un nom tiré de l'histoire féministe. Pendant qu'au Brésil, des camarades du nord-est déclaraient que le fascisme ne passerait pas et que les féministes noires marchaient pour demander justice pour Marielle Franco et pour toutes les femmes qui soutiennent les économies populaires des favelas contre la criminalisation de leur travail. En Bolivie, #Bloqueo8M (Blocage8Mars) a été préparé, dénonçant les féminicides en explosion cette année-là, mais accompagnant aussi la résistance des femmes dans la réserve Tarija, à Tarija, qui a bloqué les opérations de Petrobras. Des assemblées se sont

tenues en Uruguay, organisées par une coordination rassemblant un grand nombre de collectifs et d'organisations féministes et alimentée par un nombre incroyable de réseaux régionaux. En Équateur, on a débattu de la grève et du soulèvement comme outil d'histoires des luttes, quand avaient lieu, en Colombie et au Pérou, des réunions hebdomadaires en vue du 8 mars.

Au final, une autre force de l'*internationalisme féministe* est sa capacité à produire un diagnostic commun des formes de contre-insurrection qui cherchent à nous affaiblir et à nous diviser (je reviendrai sur ce problème au chapitre suivant) – un diagnostic que nous sommes capables de faire en temps réel, et non au tempore des publications académiques. Cette avancée est observable dans plusieurs pays simultanément, avec des tactiques similaires et un seul objectif, fragmenter le mouvement. Le problème est clair: la contre-offensive veut attaquer la puissance subversive des alliances anti-racistes et opposées au déterminisme biologique qui émanent de l'organisation internationale et plurinationale des grèves féministes.

LOGIQUE DES CONNEXIONS

L'expérience qu'il faut considérer clairement comme un précédent pour cette nouvelle forme d'internationalisme, c'est le soulèvement zapatiste. Ce n'est pas une coïncidence si une *rencontre* était aussi convoquée au Chiapas le 8 mars 2018, démontrant la capacité zapatiste à nourrir ces résonances internationales. Cependant, je vais tenter également de montrer les différences entre les formes d'internationalisme antérieures et celui que construit le mouvement féministe actuel.

Comment cette forme transnationale élargie a-t-elle émergé du mouvement féministe? Comme je l'ai analysé tout au long de ce livre, la formule de la grève a été cruciale pour produire un diagnostic de la violence capable de dépasser la position de la victime qu'on nous impose comme seule réaction possible face à la violence sexiste et aux féminicides en particulier. La grève n'incarne plus seulement une histoire européenne, celle de la classe ouvrière blanche et masculine; au contraire – comme à d'autres moments dans l'histoire – elle est devenue une

manière de mettre en lumière d'autres formes de blocage, de sabotage, de désertion et aussi de connexion avec l'élément historiquement dévalué du corps féminin : le travail reproductif, communautaire et migrant.

De la « grève générale » des esclaves noires racontée par W.E.B. Du Bois contre le système esclavagiste des plantations dans le sud des États-Unis¹, jusqu'à la grève des loyers à Buenos Aires en 1907, aux grèves des pay-sans-travailleurs pendant la « révolte en Patagonie » dans les années 1920, et plus récemment, la grève de la faim des migrants d'Amérique centrale dans leur caravane en route pour les États-Unis (menée aux côtés de grèves enseignantes dans plusieurs États du pays) ou la grève des paysans en Inde, nous pouvons reconstruire les jalons d'une carte internationale de la grève qui la détourne du canon traditionnel : la grève des salariés, dont l'usine est le lieu central.

En fait, nous pouvons historiciser le rôle de la reproduction et des femmes dans ces diverses formes de grève pour que prolifère la grève « au sein » de sa propre histoire². Mais il y a désormais une radicalisation de l'histoire de la grève, car la grève féministe a brisé cette histoire centrée sur l'usine et a ouvert des temps nouveaux. Ces quatre dernières années, la grève féministe s'est établie sur le terrain de la reproduction, afin de rendre ces tâches visibles et même de les refuser. La grève féministe repense aussi les espaces de production, en analysant leur lien et leur complémentarité avec les tâches reproductives. Ainsi, la grève ne se contente pas d'étendre une analyse du travail qui viserait à « transformer en travail » les tâches de care, les affects, la reproduction sociale, mais propose un point de vue qui requalifie la notion de travail au sens général. Autrement dit, la grève ne cherche pas à faire reconnaître certaines formes de travail reproductif comme « travail » et à les intégrer aux idéologies du travail capitaliste en vigueur. Au contraire, son but est de repenser la nature du travail lui-même.

¹ W.E.B. Du Bois, « The General Strike », in *Black Reconstruction: An Essay toward a History of the Part Which Black Folk Played in the Attempt to Reconstruct Democracy in America, 1860-1880*, New York, Harcourt Brace, 1935.
² Cristina Vega, « Del otro lado de la huelga del 8M: Visualizando la interrupción social desde el feminismo », *Sitio permitido*, 15 fév. 2018, sitio-permitido.com/2018/02/15/del-otro-lado-de-la-huelga-del-8m-visualizando-la-interrupcion-social-desde-el-feminismo/.

Cela signifie que la grève élargit ce qui est reconnu comme lieu de production de valeur et fait de la dimension reproductive une clé pour reconceptualiser ce qui a été historiquement considéré comme du travail. Plus concrètement : la dimension non payée, non reconnue, fragile, intermittente – et en même temps persistante – du travail reproductif aujourd’hui sert à expliquer quelles composantes entrent dans la précarisation comme processus transversal. Ainsi, les formes d’exploitation intensive des infrastructures affectives et, en retour, l’allongement extensif de la journée de travail dans les espaces domestiques, révèlent de nouvelles formes de travail migrant et de nouvelles hiérarchies dans le travail de service. Et la superposition des tâches et la demande de disponibilité – deux prérequis primaires de la parenté – nous permettent de penser ce que requièrent les emplois de service.

En conséquence, la grève féministe a permis de repenser la grève générale, de lui donner une signification nouvelle. La grève générale devient vraiment générale quand elle est féministe – parce que, pour la première fois, elle touche à tous les espaces, à toutes les tâches et toutes les formes de travail. Ainsi, elle réussit à s’inscrire dans des territoires spécifiques sans en négliger aucun et produit, à travers ce processus, de la *généralité*. Elle couvre chaque recoin de travail payé et non payé. En même temps, elle affirme que ce sont des espaces de production de valeur, relie leur position subordonnée à d’autres formes de travail. Ainsi, elle rend visible un continuum entre le foyer, l’emploi, la rue et la communauté. Face aux tentatives de confiner le féminisme (dans un secteur particulier, une revendication spécifique ou une politique minoritaire), la démonstration que la grève est *générale parce que féministe* est à la fois une victoire et une revendication historique. C’est une victoire car elle dit, si nous nous arrêtons, le monde s’arrête. Il s’agit au final de prouver qu’il n’y a pas de production sans reproduction. Et c’est une revendication par rapport à ces grèves où le « général » voulait dire point de vue partial, domination du travail salarié, masculin, syndiqué et national qui excluait systématiquement le travail non reconnu par le salaire (et son ordre patriarcal).

La grève générale féministe reflète ce que nous avons appris, pendant ces années d’assemblées de grèves

internationales, avec ces heures de vie et de travail créées à organiser l’insurrection. Ces moments et leur hétérogénéité ne sont pas synonymes de dispersion, au contraire l’hétérogénéité des tâches que nous accomplissons correspond à la multiplicité des charges auxquelles nous désobéissons en faisant grève. La grève devient générale et donc réelle et effective, seulement quand elle s’élargit. C’est pourquoi *la grève n'est générale que parce qu'elle est féministe*.

Il existe un lien intime entre généralité et internationalisme. Avec la grève féministe, nous avons encore amplifié la grève : nous l’avons fait passer par-delà les frontières, nous avons inventé de nouvelles géographies à sa mesure. Nous redéfinissons les lieux mêmes où le travail est réalisé et la valeur produite. La cartographie féministe redéfinit la spatialité du travail, ce que nous comprenons par « lieu » de travail, qui est plus ou moins l’endroit où la valeur est produite. Cette pratique de redéfinition des espaces est aussi une manifestation de ce nouvel internationalisme.

Revenons à la carte. Les femmes en Pologne se sont mises en grève contre la criminalisation de l’avortement le 3 octobre 2016. Seize jours plus tard exactement, en Argentine, une vague de grève s’amorçait avec une grève le 19 octobre, en réponse au féminicide de Lucía Pérez. L’action a immédiatement débordé les frontières et s’est étendue, en seulement une semaine, à vingt-deux pays, notamment les États-Unis, la France, l’Espagne, le Mexique, le Guatemala, le Chili et l’Uruguay.

Avec la grève, nous avons pris en charge une cartographie globale qui produit de la proximité depuis une nouvelle perspective. Celle-ci consiste à politiser la violence contre les femmes en brisant leur statut de victime. La grève permet une connexion internationaliste précisément parce qu’elle crée un horizon commun, une action concrète qui nous situe comme sujets politiques contre la tentative systématique de réduire nos souffrances à la position de victimes devant obtenir réparation de l’Etat.

La grève permet aussi un type d’internationalisme nouveau car elle commence par une question de recherche dans chaque vie, dans chaque territoire, et ouvre à de nouvelles formes de connaissances en tissant différents savoirs

provenant d'un ensemble de corps différents et d'expériences concrètes. Que signifie faire grève dans chaque territoire ? Quelle forme prend la grève dans chaque situation, vie ou travail ? Contre quoi faisons-nous grève ? Qui reconnaît que nous faisons grève ? Contre quels patrons cachés faisons-nous grève ? Ce sont ces processus d'enquête incarnés et ancrés dans des territoires qui produisent de nouveaux sujets, de nouveaux savoirs pratiques, de nouvelles alliances internationalistes et plurinationales.

Le 25 novembre 2016, des mobilisations se sont répandues dans plus de cinquante pays, politisant la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. À cette date, Ni Una Menos a lancé un message #LaInternacionalFeminista (#InternationalFeministe), au moment où Non Una di Meno apparaissait publiquement en Italie. À chacune de ces manifestations dans le monde, résonnait un appel à la grève internationale des femmes le 8 mars 2017, revitalisant une date inscrite dans la mémoire ouvrière.

Deux moments sont cruciaux pour la construction de ce nouvel internationalisme : la *résonance* et la *coordination*. J'appelle le premier ainsi afin de rendre cet effet de diffusion qui a des répercussions et cet écho qui produit, comme un son, des vibrations dans le corps lui-même. La notion de résonance condense une idée-force qui pourrait servir de slogan, même s'il n'a pas de portée idéologique. La capacité à ouvrir une signification partagée basée sur un *affect*. Mais ce n'est pas un affect au sens passif du terme : « être affecté par », comme pour désigner ceux qui souffrent des catastrophes et de leurs dommages collatéraux. L'affection relève d'une capacité à être touché, transformé, non avec la simple réception d'un effet.

La puissance de résonance de la grève, comme processus touche à la capacité de faire des liens à distance et avec la mobilisation de significations qui circulent à travers des images, des slogans, des actions et des gestes. La grève, quand elle s'amplifie, ouvre de nouveaux espaces d'énonciation, qui sont constamment réinventés. Mais cette capacité de résonance a à voir avec le déplacement subjectif dont je parlais : cette action concrète nous éloigne en pratique de la position de la victime ; en même temps, elle est reprise partout comme une

question-recherche, qui demande ce que signifie faire grève dans chaque territoire.

Après cette vague d'échos, le mouvement féministe développe un deuxième moment : la coordination, la communication d'espaces virtuels et matériels, la rencontre entre les corps, qui lance certains circuits et en réutilise d'autres, plus anciens. Entre des groupes de différents pays, des réseaux se forment qui commencent à se nommer Ni Una Menos. Ce sont des échanges de messages, de propositions d'actions, des rencontres en ligne pour coordonner des interventions globales à des dates clés, des rencontres entre militantes voyageant d'un lieu à l'autre.

Résonance et coordination laissent une série de traces que collecte l'enquête collective du féminisme : elles signalent les différences et les divergences ; elles s'appuient une langue commune qui provient de la pratique.

DE LA SOLIDARITÉ À UNE NOUVELLE INTERSECTIONNALITÉ

Qu'y a-t-il de nouveau dans l'Internationale féministe ? Les images qui viennent lorsqu'on prononce le mot « internationale » sont souvent liées à la tradition ouvrière, à la Première Internationale et à celles qui ont suivi. L'organisation du prolétariat en Europe formait l'axe névraltique d'un projet d'organisation de la classe qui disposait d'une force d'action coordonnée. Elle a contribué à faire de la grève un instrument de lutte. La Révolution russe et son issue « victorieuse » ont cristallisé les aspirations révolutionnaires du mouvement ouvrier mais en défiant, comme on le sait, les prédictions de Marx sur la révolution européenne car elle a eu lieu hors de l'Europe (une révolution contre le *Capital*, comme l'a appelée Gramsci).

Dans les années 1960 et 1970, un puissant internationalisme tiers-mondiste, lié aux luttes de décolonisation, aux organisations de guérilla et à plusieurs mouvements insurrectionnels proposait une autre voie de transformation historique, dont la force provenait désormais du Sud global. Les effets révolutionnaires de cet internationalisme ont résonné au-delà des frontières européennes et blanches et ont ouvert des problèmes qui ne se bornaient plus à la « classe » au sens étroit du terme. Des décennies plus tard,

avec le soulèvement zapatiste, qui a débuté officiellement le 1er janvier 1994, il est redevenu possible de parler de réseau international (« intergalactique », comme ils disaient). Par ses connexions avec un cycle de luttes indigènes sur le continent et sa capacité à solliciter des conflits du monde entier, la lutte zapatiste est parvenue à dénoncer les injustices et a fourni de nouvelles manières de penser le tissage de formes de résistance hétérogènes.

Au tournant du xx^e siècle, le mouvement dit anti-monialisation a lui aussi représenté une contre-proposition face à la dimension mondiale du capital, en reliant des luttes organisées précisément contre la structure du capital, et son agenda.

Comme le signale l'historien David Roediger, le principe fondamental avancé par Marx pour l'Internationale des travailleurs était la « solidarité », même si un tel concept ne figurait pas dans le projet théorique de Marx, où le problème de l'« unité » était résolu d'avance par la logique homogénéisante du capital¹. La solidarité faisait figure d'arme contre la division permanente de la classe ouvrière par le capital, dit Roediger, citant les travaux de l'économiste Michael Lebowitz. Ainsi, l'unité des travailleurs n'est devenue un problème central que lorsque le capital a eu besoin de produire et d'exploiter de la « différence ».

Certes, il est plus simple de mettre en place une politique de solidarité entre personnes qui croient qu'elles se ressemblent qu'entre personnes persuadées du contraire, car elles sont constamment forcées de se différencier. Étant donné que c'est la singularité qui permet aujourd'hui au travailleur de se valoriser sur le marché du travail précaire, la solidarité est bien plus difficile à entretenir. Il existe, cependant, une forme de solidarité qui fait moins appel aux similarités qu'à la différence – mais de manière à comprendre les différences comme « extériorité », comme quelque chose de foncièrement étranger à notre propre expérience. Nous entendons souvent des démonstrations de solidarité avec des luttes qui nous laissent cependant dans une position « assurée », dans une distance qui montre que nous ne portons de la

solidarité qu'à quelque chose qui n'est pas « notre », en reproduisant ainsi une logique paternaliste ou du bon sauveur. L'internationalisme exige au contraire de réfléchir à des connexions entre des trajectoires, des expériences et des luttes qui se déplient dans différents endroits. La question est, comment produire un terrain commun sans homogénéiser les différences et sans retomber dans une logique paternaliste.

Comment rassembler, accumuler des forces ? La notion d'*intersectionnalité*, telle qu'elle a été élaborée dans le mouvement féministe, nous permet de penser une logique de connexion cartographique à l'échelle mondiale, à rebours des territoires du Capital, basée sur l'imbrication des différentes formes d'oppression. Même si le concept a été systématisé par la juriste et avocate des droits civiques Kimberlé Crenshaw en 1989², il me semble important d'insister sur une autre généalogie politique, comme le signale la chercheuse militante Keearanga-Yamaahtha Taylor dans *How to get free*³. Celle-ci inscrit le concept dans la pratique du Combahee River Collective (1974-1980), même si elles n'utilisaient pas le terme. Le manifeste du collectif, de 1977, est devenu mythique, note Taylor, car il marque une des premières tentatives d'articuler « l'analyse qui donne son sens à l'intersectionnalité, l'idée que des oppressions multiples se renforcent mutuellement pour créer de nouvelles catégories de souffrance³ ». Cette manière d'établir des connexions entre différentes formes d'oppression et de montrer qu'elles se chevauchent et opèrent « simultanément », continue-t-elle, a représenté l'apport politique fondamental des lesbiennes noires au mouvement féministe et a servi à généraliser une analyse qui allait servir de vecteur de radicalisation pour une nouvelle génération de féministes noires. L'intersectionnalité est ainsi devenue la clé d'analyse des oppressions de sexe, race et classe non comme addition de variables, mais précisément sur la base de leurs effets imbriqués. L'introduction de la différence dans l'analyse de l'oppression a ainsi

¹ Kimberlé Crenshaw, « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory, and Antiracist Politics », University of Chicago Legal Forum 1989, p. 139-167.

² Keearanga-Yamaahtha Taylor (dir.), *How We Get Free: Black Feminism and the Combahee River Collective*, Chicago, Haymarket Books, 2017.

³ *Ibid.*, p. 4.

permis une projection politique singulière : capable de démêler les différences sans cesser pour autant de problématiser la convergence des luttes. Le féminisme noir, en ce sens, a été pionnier en proposant une nouvelle idée de la totalité, qui partait de la différence, et en reliant la libération de l'oppression à une libération devant opérer en chacune d'entre nous.

En ce sens, des formes de luttes *transversales* appliquent l'intersectionnalité, comme principe politique et méthodologique, prenant acte de ce principe de composition et de traduction tourné vers de nouvelles formes de solidarité transnationale.

Après la première grève internationale des femmes de 2017, Selma James – une militante féministe nord-américaine, co-fondatrice de la campagne internationale pour le salaire ménager dans les années 1970 – a déclaré que « Ni una menos, vivas nos queremos » (« Pas une femme en moins, nous nous voulons vivantes ») fonctionnait comme l'équivalent féministe du « Black Lives Matter » aux États-Unis ou du slogan féministe « All Women Count¹ ». Ce qui me paraît important, ce sont les connexions, les nouveaux liens forgés sur la base de nos propres perspectives de lutte et ce, bien au-delà de la simple équivalence linguistique. L'intersectionnalité est la promesse d'un féminisme en action, nous dit Angela Davis, « contre le pouvoir pernicieux de la violence d'État ». C'est un féminisme « inclusif et intersectionnel » qui « nous appelle à nous unir contre le racisme, l'islamophobie, l'antisémitisme, la misogynie et l'exploitation capitaliste », a-t-elle déclaré dans un discours à la marche des femmes à Washington DC en janvier 2017.

Tous ces territoires de l'internationalisme féministe nous montrent que le féminisme devient plus inclusif dès lors qu'il prend en charge une pratique anticapitaliste. À partir de là, nous pouvons entendre une multiplicité de voix et tisser cet internationalisme pratique qui existe déjà ici et maintenant.

L'analyse du néolibéralisme est intrinsèque aux féminismes contemporains et constitue donc un élément central de cet internationalisme. Tout d'abord, cette analyse propose une grille de lecture concrète de conflits qui n'étaient auparavant pas compris comme tels et permet de cartographier leurs connexions. Ensuite, cela nous permet de mettre en cause les formes de traduction et de gestion des conflits par le néolibéralisme, notamment le multiculturalisme et une inclusion qui ne fait que soumettre et pacifier. En Amérique latine, cela amène à repenser le rôle des gouvernements dit progressistes ou populistes dans les deux dernières décennies et leur relation au néolibéralisme. En dernier lieu, cela nous permet d'établir un diagnostic de la réaction conservatrice qui s'est déployée contre la force transnationale du féminisme.

J'aimerais insister sur le travail de deux théoriciennes nord-américaines, Wendy Brown et Nancy Fraser, car leurs interventions sont à la fois philosophiques, politiques et épistémologiques et soulèvent le problème de la définition du néolibéralisme tout en la reliant aux questions féministes. Je tenterai de les faire dialoguer, à partir des débats latino-américains et, en particulier, à partir de la perspective des mobilisations et des luttes sur le continent, afin de proposer une critique du populisme d'un point de vue féministe. Mon hypothèse principale est la suivante : les luttes féministes proposent une perspective anti-néolibérale capable de dépasser les énoncés politiques populistes.

Dans son ouvrage *Défaire le démos : le néoliberalisme, une révolution furtive*¹, Brown questionne cette notion de néolibéralisme qui semble tout contenir. Elle le fait en approfondissant « l'antagonisme entre la citoyenneté et le néolibéralisme » et en critiquant le modèle de gouvernance néolibérale qu'elle comprend comme processus de « dé-démocratisation de la démocratie ». Selon cette analyse, le néolibéralisme restreint les espaces démocratiques non seulement à un niveau macro-structurel, mais

¹ Voir Geraldina Colotti, « Lo sguardo di Selma James », *Il manifesto*, 27 mars 2017, ilmanifesto.it.

¹ Wendy Brown, *Défaire le démos : le néoliberalisme, une révolution furtive*, Paris, Éditions Amsterdam, 2018.

aussi au niveau de l'organisation des rapports sociaux ; la compétition devient ainsi la norme. Elle décrit ce processus comme une *économisation* de la vie sociale qui altère la nature même de ce que nous appelons politique, renforçant l'opposition entre la figure de l'*Homo economicus* et celle de l'*Homo politicus*.

En ce sens, Brown s'éloigne de Foucault, un des premiers théoriciens des effets subjectifs du néolibéralisme. Pour lui, le néolibéralisme n'est pas une économisation complète de la société séparée du politique, mais une nouvelle manière de comprendre le politique qui dépasse l'idée de gouvernement et élargit l'idée d'économie, au-delà de son sens étroit.

Brown, en revanche, insiste sur le fait qu'avec le néolibéralisme, la citoyenneté n'est plus une simple série de droits mais aussi une sorte de militantisme permanent auquel on est contraint de participer pour se valoriser. La pénétration de la rationalité néolibérale dans les institutions modernes comme la citoyenneté obscurcit le concept même de démocratie, du point de vue de Brown, qui affirme « qu'il n'y a pas de citoyens » dans les génalogies foucaudiennes. Quoique sa critique du néolibéralisme comme neutralisation du conflit soit importante, et son analyse très approfondie, Brown s'en tient à un cadre de pensée *politique*: basé sur une définition formaliste de ce qu'on considère comme « politique » et laissant de côté des terrains de luttes qui sont aussi de nature politique¹. Toute capacité à analyser le néolibéralisme comme gouvernementalité est restreinte par le postulat de Brown que la *raison néolibérale* est synonyme de *disparition du politique*. Ainsi, la distinction entre économie et politique (fondatrice du capitalisme) est recréée de façon à préserver une « autonomie du politique » comme terrain désormais colonisé et à défendre. Dans une perspective clairement arendtienne, « le royaume de la loi » est l'espace privilégié du déploiement démocratique de l'*Homo politicus*.

Suivant cette interprétation, l'explication par Brown de la victoire électorale de Donald Trump en 2016 – qu'elle

définit comme « populisme apocalyptique » – représenterait l'aboutissement du détournement néolibéral du politique. Elle écrit :

Si ce reproche qu'on adresse au politique est un des volets de l'assaut néolibéral contre la démocratie, un autre facteur tout aussi important de ce soutien à l'autoritarisme ploutocratique, c'est ce que j'appelle l'économisation néolibérale de tout, valeurs démocratiques, institutions, aspirations et savoirs. Le sens de la démocratie et ses pratiques ne peuvent être soumis à la sémiotique du marché et à la survie. La liberté s'est réduite comme peau de chagrin, ce ne serait plus que conquérir une place sur le marché, garder ce qu'on y a gagné, et légitimer les inégalités croissantes et l'indifférence à leurs conséquences sociales. On légitime l'exclusion comme une forme de compétitivité vivifiante, on valorise le secret comme bon sens des affaires, au détriment de la transparence et du fait de devoir rendre des comptes¹.

Pour Brown, ce qui est englouti sous l'économisation de la vie est la citoyenneté comme forme de « souveraineté populaire ». La privatisation des services publics et de l'université contribue à affaiblir la culture démocratique, tandis que la notion de « justice sociale » devient synonyme de restriction des libertés privées. En résumé, « la dépréciation néolibérale de la politique ; l'assaut contre les institutions, les valeurs et l'imaginaire démocratiques ; l'attaque néolibérale contre les services publics, la vie politique, la justice sociale et la formation des citoyens génèrent un nouveau terrain politique anti-démocratique, anti-égalitaire, libertarien et autoritaire ». Selon Brown, cette forme économiste de la vie politique produit un type de subjectivité opposée à la stabilité et à la sécurité des citoyens : « Ce terrreau est désormais dévoré par... la peur et l'anxiété, la perte de statut socio-économique et les rancœurs de la blanchité blessée ». Peur, anxiété, précarité et « rancœur blanc » sont les *effets libérés*, dès lors que la citoyenneté ne produit plus de subjectivités démocratiques stables ou régulées. Ainsi, pour Brown, l'équation est la suivante : les libertés augmentent et empiètent sur le

¹ Selon ce cadre de pensée exclusivement politique, les questions de genre et de reproduction fonctionnent comme « un en-dehors de la *polis* : son économie au black ». Voir *Neoliberalism from below*, op. cit. p. 204.

politique, des forces pernicieuses sont lâchées car il n'y a plus de débat démocratique. Le résultat est, comme dans le cas de Trump, une politique qui n'est pas anti-étatique mais s'apparente à une gestion managériale de l'État.

Cette analyse « du politique » soulève trois problèmes. D'une part, je pense qu'on ne peut réduire le vote de droite, au sens large, à l'expression d'un état d'esprit anti-démocratique. Je ne pense pas uniquement à la victoire de Trump, mais aussi au tournant conservateur en Amérique latine. Ce « tournant à droite », contemporain de la victoire de Trump, a donné lieu à des analyses similaires qui interrogeaient le sens de ce basculement électoral. En d'autres termes, une simple analogie est faite entre la victoire de Trump après Obama et celle de Mauricio Macri après Néstor Kirchner. Cependant, nous pouvons complexifier l'analyse. S'il ne s'agit pas d'un tournant abrupt des masses à droite, de quoi s'agit-il ? Pour moi, on a affaire à une forme de « réalisme » vis-à-vis de l'élément non démocratique de la démocratie (libérale et progressiste), avec des gouvernements de droite qui utilisent le vocabulaire traditionnel de la droite, « désormais sincères » étant donné le cynisme avec lequel ils acceptent le *statu quo* en vigueur. J'entends par là qu'il y a une double idéalisation de la démocratie chez Brown (qui est la source de sa grille de lecture politique). Celle-ci tend, tout d'abord, à atténuer la violence qui donne naissance au néolibéralisme, violence de ses origines (les coups d'État et le terrorisme d'État en Amérique latine, ainsi que le racisme légitimé par la démocratie), qui se prolonge dans des démocraties post-dictatures de façon différente mais néanmoins constitutive. Ensuite, la conception de la démocratie comme règne de la loi et comme projection sur les citoyens, nous empêche de voir la violence répressive qui structure les conflits sociaux contemporains. Ces conflits ont compris que l'idée de la politique comme ensemble de règles relève du privilège discursif d'une élite, qui est libre d'affirmer que ces règles ne sont pas valables pour tout le monde, comme le montrent clairement le mouvement Black Lives Matter ou les jeunes gens pauvres assassinés dans les métropoles d'Amérique latine¹.

Ce type d'analyse en revient à la psyché unilateurément réactionnaire des masses, à partir d'une analyse des énergies psychiques mobilisées par ces régimes (représentant les analyses de la « personnalité autoritaire » de l'École de Francfort) et qui, dans le cas des États-Unis, renvoient à la nature « apocalyptique » du populisme. Le populisme retourne donc dans le champ du non-rational, et ses dérives s'expliqueraient par le désir néolibéral inconscient exprimé par les masses. En contrepoint, je crois vraiment que nous avons besoin de penser cette dimension affective et psychique, car elle possède un substrat matériel. Mais qu'il est plus productif de le faire en parlant de sentiments, qui sont d'emblée des qualités – des qualités « réalistes » – de la force de travail contemporaine, comme le philosophe italien Paolo Virno le propose, plutôt que de simples dégradations face à l'effondrement des *habitus* citoyens².

Les débats autour de la défaite politique des gouvernements progressistes en Amérique latine impliquent une série de problèmes liés aux subjectivités politiques qui s'expriment électoralement. Celles-ci se résument au désarroi qui s'empare des forces progressistes quand les gens censés les soutenir se mettent à les « trahir » dans les urnes. Autrement dit, pourquoi les pauvres « votent-ils contre leurs intérêts » ? La théorie d'Ernesto Laclau a été largement mobilisée pour relater cette défaite, dans le sens d'une analyse de l'hétérogénéité « du peuple » en termes de *manque*, à partir d'une grille de lecture totale-sante qui part du haut².

Cependant, j'aimerais revenir à la question de la matérialité des énergies psychiques, puisque leur mise en débat dans le moment actuel nous ramène à un des principaux thèmes de l'École de Francfort : la consommation de masse. Celle-ci a représenté un élément fondamental du programme des gouvernements progressistes dans la région, basé sur un accès élargi aux biens de consommation, en particulier dans les classes populaires. Mais avec cette caractéristique : une consommation déjà détachée

¹ Keeanga-Yamahtta Taylor, *Black Lives Matter. Le renouveau de la révolte noire américaine*, op. cit.

² Je développe cet argument de façon plus approfondie dans *Néolibéralisme par le bas*.

¹ Paolo Virno, *Grammaire de la multitude : pour une analyse des formes de la vie contemporaine*, trad. de Véronique Dassas, Paris, Éditions de l'Éclat, 2002.

de l'emploi, assurée par la dette. Le populisme progressiste demeure incompréhensible si on ne comprend pas l'articulation qu'il a proposée entre néolibéralisme et néo-développementalisme sous l'égide de la finance (comme je l'analyse au chapitre 4).

Enfin, je pense que la critique du néolibéralisme est affaiblie lorsque ce dernier est considéré comme non politique. Cette idée de la politique revient à nier les moments proprement politiques du néolibéralisme et, en particulier, à méconnaître l'efficacité immédiatement politique des « opérations du capital¹ ». Le travail politique ardu de construction de normes et d'espaces, mais aussi de subjectivités est évacué de nos analyses. Encore une fois, il ne s'agit pas d'opposer *economicus* à *politicus* mais de poser tout ce qui rend possible la valorisation capitaliste. De plus, il me semble fondamental de penser les pratiques politiques capables de contester le néolibéralisme sans en faire « l'autre » de la politique. Tout le complexité du néolibéralisme et le défi à relever pour nous, c'est que sa constitution est d'emblée politique et, comme telle, ne peut être comprise que comme champ de bataille. Si Brown insiste sur la dimension apocalyptique du populisme de Trump et sa continuité perverse avec le caractère anti-démocratique du néolibéralisme, Nancy Fraser parle de la victoire de Trump comme d'une « mutinerie électorale » contre l'hégémonie néolibérale ou, plus spécifiquement, comme d'une « révolte contre la finance mondiale² ». Elle inclut dans le même récit le Brexit, la campagne de Bernie Sanders, la popularité du Rassemblement national en France et le rejet des réformes de Matteo Renzi en Italie. Dans ces événements disgracieux, elle lit la même volonté de rejeter le « capitalisme financier ». Cette lecture s'appuie sur son analyse de la crise contemporaine comme crise du « néolibéralisme progressiste ». Comme elle l'écrit dans son article sur la conjoncture de début 2017 :

Sous sa forme américaine, le néolibéralisme progressiste est une alliance entre, d'un côté, les courants mainstream et les nouveaux mouvements sociaux

(féminisme, antiracisme, multiculturalisme, droits des LGBTQI+) et, de l'autre, des secteurs à haute valeur « symbolique » et le tertiaire (Wall Street, Silicon Valley et Hollywood). Dans cette alliance, les forces progressistes cotoient effectivement les forces du capitalisme cognitif, en particulier la financiarisation. Cependant, involontairement, les premiers perdent de leur ascendante au profit des seconds. Des idéaux comme la diversité et l'« empowerment », qui devraient en principe servir d'autres buts, dorment désormais le blason de politiques qui ont dévasté les ateliers et les lieux où vivaient autrefois les classes moyennes.

Cet argument était déjà présent dans son essai « Contradictions du Capital et du care », où elle affirmait que l'imagination mainstream de l'égalité de genre était présupposée par l'individualisme libéral tout en l'alimentant, en ce que la privatisation et la marchandisation de la protection sociale pouvaient se nicher d'une « aura féministe¹ ». Ce féminisme-là présente les tâches reproductive comme un simple obstacle aux carrières professionnelles des femmes, mais aussi comme des tâches dont nous libère, heureusement, le néolibéralisme, grâce aux nouveaux marchés du travail reproductive salarié. Un certain type d'émancipation féministe prend ainsi un caractère réactionnaire, affirme Fraser, en justifiant la division entre reproduction et production, et en normalisant un terrain où s'expriment aujourd'hui les contradictions les plus profondes du capital. En ce sens, le « néolibéralisme progressiste » serait une contre-révolution opposée aux hypothèses féministes des années 1970. L'émancipation ne résulterait que de notre entrée sur le marché du travail, transformant le modèle du « ménage à deux revenus » en rejeton pervers de la critique féministe du salaire familial. Bien sûr, cette situation s'appuie sur une hiérarchisation toujours plus grande de la division mondiale du travail en termes de classe et de race, où les migrants du Sud remplissent les « écarts de care » des femmes du Nord qui se consacrent à leurs carrières.

Selon ce point de vue, le « néolibéralisme progressiste » constitue une réponse à une série de luttes contre

¹ Sandro Mezzadra et Brett Neilson, *The Politics of Operations: Excavating Contemporary Capitalism*, Durham, NC, Duke University Press, 2019.
² Nancy Fraser, «The End of Progressive Neoliberalism», *Dissent*, 2 janvier 2017, dissentmagazine.org.

Nancy Fraser, «Contradictions of Capital and Care», *New Left Review* SII, 2016, p. 100.

L'hégémonie disciplinaire du travail salarié et masculin. Ces luttes ont convergé dans des mouvements sociaux qui ont politisé et remis en cause les hiérarchies sexistes et racistes. La force du néolibéralisme, comprise comme réactionnaire et contre-révolutionnaire, résiderait dans sa capacité à draper ces luttes des oripeaux du multiculturalisme pour maquiller les politiques d'austérité, le chômage et le désinvestissement social, tout en parlant le langage du droit des minorités. Melinda Cooper, en ce sens, nous avertit du risque de l'argumentation de Fraser :

Dans son travail le plus récent, Fraser accuse la seconde vague du féminisme d'avoir participé aux tentatives néolibérales de destruction du salaire familial. Est-ce une simple coïncidence si la prospérité du féminisme de la deuxième vague et celle du néolibéralisme ont fait bon ménage ? Ou bien existerait-il une affinité élective perverse, souterraine, entre eux¹ ? Les objections de Cooper aux questions de Fraser sont pertinentes pour proposer une critique qui ne soit basée ni sur la nostalgie ni sur la restauration de la famille (même d'une façon plus égalitaire) en guise de remède au manque de sécurité.

Le passage du néolibéralisme dur (celui de Thatcher ou de Reagan) à un néolibéralisme plus progressiste (celui de Blair ou d'Obama) repose sur une série de défaites, à divers niveaux d'intensité. L'intensité des luttes peut être mesurée par la radicalité de la réponse : celle-ci fonctionne comme un principe politique et méthodologique pour comprendre la rationalité néolibérale, à partir de la révolte. Le problème est de ne pas, en retour, transformer cette lecture en rationalisation d'une défaite toujours-déjà-là. Autrement dit, la question est de ne pas renforcer – avec une logique *a priori* qu'entérine *a posteriori* l'analyse – la capacité du néolibéralisme à transformer et à neutraliser toutes les pratiques et les critiques, en prédisant ses succès.

Ce pouvoir du capital, que l'on peut aussi appeler *l'immanence de la logique de capture du capital*, c'est ce que Gilles Deleuze et Félix Guattari nommaient l'axiomatique du capital². Cette notion fait apparaître clairement

la tension entre flexibilité et versatilité de la capture et de l'exploitation par le capital d'un côté et, de l'autre, la nécessité de distinguer entre plusieurs opérations qui permettent à la machine de capture de subsumer les rapports sociaux et les actions qui résistent et débordent le diagramme capture/exploitation.

Un dernier élément du débat avec Fraser : le moment de l'articulation. Pour Fraser, le type d'« articulation » que propose le néolibéralisme progressiste est superficiel et contre-productif : « le néolibéralisme progressiste », écrit-elle, « articule artificiellement sous un *nous immédiatement*, personnes de couleur, musulmans, LGBTTQI+ et fait des hommes blancs un *eux*. C'est une horrible manière de nous diviser, une forme qui ne bénéficie qu'au capital. » Selon Fraser, c'est précisément cette articulation « superficielle » que Sanders a tenté de contester : « Pour Sanders, l'idée était de combiner une politique de la reconnaissance antiraciste, antisexiste, pro-migrant à un programme de *redistribution* opposé à Wall Street et en faveur de la classe ouvrière. » Je voudrais discuter l'idée de Fraser que le populisme de Laclau propose un autre type d'articulation. Elle affirme : « je me sens très proche de quelqu'un comme Laclau, qui a compris que le populisme était une logique qui se déploie selon différentes modalités ». Je veux discuter cette notion en prenant au sérieux un problème soulevé par Fraser lorsqu'elle réfléchit à la gauche radicale : l'alliance d'une « véritable critique de la finance » avec une vision émancipatrice antiraciste, antisexiste et anti-hiéarchique.

Il existe deux aspects du problème. Tout d'abord, le concept de « raison populiste » proposé par Laclau tend à déconsidérer tout effet « destituant » émanant de dynamiques sociales partant « du bas » et dont les revendications seraient irrecevables par le système politique¹. Ainsi, Laclau participe de la dévaluation des forces de dépassagement qui nous contraignent à repenser en termes de commun/multitude (comme c'est souvent le cas) le jeu des

¹ Melinda Cooper, *Family Values: Between Neoliberalism and the New Social Conservatism*, New York, Zone, 2017, p. 12.
² Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Mille Plateaux*, op. cit.

¹ Pour ne citer qu'un des avis de Laclau qui prouvent sa vision hiérarchique : « on n'a pas répondu rapidement aux revendications des peuples indigènes, mais cela n'en fait pas pour autant un élément central et structurant de la politique », cité in « La real Izquierda es el Kirchnerismo », *Página 12*, 2 oct. 2011, pagina12.com.ar.

institutions politiques¹. Ensuite, les populismes progressistes ont aboli toute véritable critique de la finance. À travers la division et la hiérarchisation entre le social et le politique, les instances représentatives du système politique sont érigées en moment de vérité des luttes, luttent censément incapables de proposer leurs propres actions politiques et constamment infantilisées.

Ce débat autour de la référence de Fraser à l'articulation populiste est fondamental aujourd'hui si l'on veut comprendre les hypothèses de l'appel du « féminisme pour les 99 % », lancé aux États-Unis². D'un côté, cette formulation est très intéressante car elle s'oppose directement au féminisme corporatiste « installé » ; de l'autre, deux lignes directrices s'y entrelacent problématiquement : *articulation populaire* et *intersectionnalité des luttes*. La première ouvre une discussion sur les pratiques politiques permettant de produire un féminisme de la majorité.

S'il existe une possibilité de repenser la catégorie de « souveraineté populaire » (pour reprendre les termes de Brown), ce ne peut être qu'au niveau féministe : c'est-à-dire, en distinguant entre « populaire » et « populiste ». De ce point de vue, nous pouvons aussi interpréter la tension inhérente au « féminisme des 99 % », comme le dit Fraser³.

Ce féminisme de masse pratiqué et théorisé en Argentine diffère fondamentalement du populisme, basé sur une notion de peuple abstraite. Premièrement, il ne suggère aucune équivalence entre aspirations politiques et direction d'un chef, qui s'incarnerait dans une figure présidentielle (la condensation dans la théorie de Lacau). Deuxièmement, notre mouvement prend la responsabilité de changer les conditions matérielles d'existence de la majorité, là où les dynamiques de dépossession et de financiarisation ont bouleversé les rapports sociaux et augmenté les niveaux de violence. Troisièmement, il se caractérise par la création d'espaces de composition politiques basés sur un diagnostic féministe de la crise, qui propose un internationalisme pratique tout en

s'opposant au nationalisme méthodologique du populisme. Et enfin, ce féminisme de masse aggrave concrètement une nouvelle dynamique de souveraineté (qui ne se limite pas à la rhétorique de l'État-nation), formant de nouveaux espaces de prise de décision politique et créant les conditions de leur application.

Je parle de la dynamique des assemblées qui a fait de la grève féministe un processus puis un terrain de lutte commun et un horizon organisationnel. La dynamique des assemblées s'est maintenue entre la grève de 2017 et celle de 2018, sans se borner à un dispositif préparatoire et organisationnel avec un but circonscrit, elle a permis aussi de cartographier les conflits sociaux (les luttes contre les licenciements ou les luttes des Mapuches en défense de leur territoire, pour n'en citer que quelques-unes) et de réactiver les pratiques démocratiques quotidiennes des organisations (syndicats, organisations politiques, éducatives et culturelles, etc.) qui produisent pratiquement de nouvelles images d'une souveraineté populaire anti-néolibérale. Ces sont des formes de souveraineté fragiles et intermittentes, qui perdurent cependant et proposent de nouvelles formes de pouvoir partant du bas. Cette dynamique amène un corps – un corps étendu, un corps-territoire – jusqu'à la question posée par la philosophie contemporaine : « que signifie l'action politique dans ces conditions imposées par un néolibéralisme forcené ? »

Comme la formule du « féminisme des 99 % », le « féminisme des masses » confirme que le féminisme qui vient ne cesse de s'élargir. Sur ce point, les mobilisations en Argentine – y compris la hausse des niveaux d'organisation d'une grève à l'autre, corrélée aussi au réseau international où le mouvement se déploie – pose d'une façon inédite la question des rapports entre échelle de masse et vecteur de luttes minoritaires. Je veux dire par là que nous quittions le langage néolibéral de la *reconnaissance* des minorités pour nous plonger dans certains vecteurs de lutte (et non des identités) qui ont longtemps été qualifiés de minoritaires, mais deviennent les acteurs d'une « différence » à une échelle massive.

Cette dimension de masse pose désormais la question de la *transversalité* de la composition politique, qui donne son effet à la dimension anti-néolibérale. Aucune

¹ Ce terme renvoie à la capacité de production du social au-delà de la position revendicative que Lacau semble exiger de la dynamique populiste en théorie.

² Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya et Nancy Fraser, *Féminisme pour les 99 %, Un manifeste*, trad. de Valentina Dervaux, La Découverte, 2019.

³ Nancy Fraser, « What Is Feminism for the 99 Percent? », 3 mars 2017, *La Izquierdo Diario* (chaîne YouTube), youtube.com.

naïveté ici, qui reconduirait le caractère dépolitisé du « social » comme étape infantile de la représentation politique. La dimension massive s'inscrit donc dans un horizon populaire, sinon populaire et communautaire, car elle permet au féminisme de se relier à la conflictualité sociale (à rebours de l'abstraction populiste) et de comprendre les nœuds de violence qui assurent la perpetuation du néolibéralisme.